

LE NATIONALISME ET LES PARTIS

IX

LES ÉLECTIONS DE 1911

LE PARTI "AUTONOMISTE"

L'approche des élections générales nous apporta la preuve que les chefs du parti conservateur acceptaient la situation que la campagne nationaliste leur avait faite dans la province de Québec.

Le groupe Monk s'organisa, sous le nom de "parti autonomiste", avec des quartiers généraux, des comités et tout un mécanisme entièrement distinct du parti conservateur.

Le comité conservateur abandonna au comité "autonomiste" la plupart des circonscriptions électorales de la province, se réservant aux candidats orthodoxes que les comités anglais des Cantons de l'Est, les comités de Pontiac et d'Argenteuil et trois quartiers de Montréal: Saint-Antoine, Sainte-Anne et Saint-Laurent.

Il fut nettement entendu que, dans tout le reste de la province, M. Monk aurait la direction exclusive de la lutte, qu'il accepterait ou résisterait toute candidature d'opposition; que ses candidats combattaient à leur gré la loi navale et la "politique non moins néfaste" de M. Borden, qu'ils prendraient sur la réciprocité la position qui leur conviendrait, et qu'ils n'en recevraient pas moins tout l'appui que le parti conservateur pourrait leur donner. Ces concessions ne comportaient aucun engagement réciproque: ni les nationalistes ni même les "autonomistes" les plus nuancés de bien ne s'engageaient à soutenir les candidats conservateurs contre les ministériels.

• • •

En dépit de ces conditions avantageuses, je ne me faisais pas d'illusion sur la sincérité d'un certain nombre de gens qui entouraient le député de Jacques-Cartier. Sans prévoir des trahisons aussi cyniques que celles de Coderre, de Blondin, de Sévigny, de Piquet, de Buisson, je voyais déjà se préparer les transactions et les compromis. Le "parti autonomiste" se remplissait de bleus qui nagaient manifestement M. Monk et les nationalistes. Leur rôle subit ne me disait rien qui vaille.

Et puis, je prévoyais que M. Monk, malade, cruellement frappé dans ses affections les plus intimes, dégoûté depuis longtemps de la politique et des partis, ne tarderait pas à prendre sa retraite. Or, lui seul offrait les garanties d'honorabilité, de constance, de désintéressement et d'autorité nécessaires pour garder le "parti autonomiste" dans la voie où il l'avait orienté et pour empêcher les intrigues, aidés des faibles, de livrer l'armée et ses drapeaux au parti tory.

Le seul choix de cette appellation lourde et servante. — le parti "autonomiste", — sentait déjà l'amalgame et le vieux bien à plein vent. Il n'insistait nullement pour que les candidats qui se réclamaient de M. Monk et de moi prissent le titre de nationalistes. Ma conviction était arrêtée, que le nationalisme ne devait pas dégénérer en faction, restait intacte. Elle l'est encore. Et puis, je voulais voir mes champions à l'avance, après la victoire, avant de leur demander de mettre notre cocarde à leur chapeau.

• • •

Dès la reprise de la campagne, à l'Assemblée du parlement d'Ontario, le 31 mai 1911, deux mois avant la dissolution, je marquai de nouveau la distinction nette à établir entre la politique conservatrice et la nôtre. Je développai longuement et à fond la thèse que j'avais soutenue en présence des délégués de M. Borden. Je résumai ainsi mon attitude et celle du Devoir:

"Je donnerai un appui loyal et le meilleur de mes efforts à tout homme qui se présentera, LIBÉRAL OU CONSERVATEUR, ANGLAIS OU FRANÇAIS, CATHOLIQUE OU PROTESTANT, RÉCIPROCISTE OU ANTI-RÉCIPROCISTE, qui sera déterminé, loyalement et honnêtement, à donner à M. Monk l'appui qu'il mérite pour faire triompher les idées qu'il a soutenues en Chambre depuis quelques années.

"Le DEVOIR et son directeur sont libres, libres des conservateurs et libres des libéraux, libres des réciprocistes et libres des anti-réciprocistes. Le DEVOIR a été fondé comme organe indépendant, et organe indépendant il restera.

Et parce que le DEVOIR est indépendant et que son directeur est libre, ils appuieront aux prochaines élections M. Monk et tous les candidats, libéraux, conservateurs ou nationalistes, réciprocistes ou anti-réciprocistes, qui ne se laisseront aveugler ni par les promesses trompeuses du gouvernement Laurier, NI PAR L'ŒUR DE M. SEYMOUR ET DE SIR HUGH GRAHAM, mais qui seront des candidats du peuple, pour la défense des droits du Canada tout entier contre les entreprises de tous ceux qui veulent nous faire sacrifier notre autonomie, soit à l'égard des Américains, soit aux titres que le gouvernement britannique peut offrir à ses hommes publics.

Ce langage était, je crois, assez explicite. Ces déclarations furent acclamées par la foule et fort bien accueillies par M. Monk et ses partisans les plus sincères. Toutefois, je ne sentais plus la même animation et la même chaleur qu'avant l'élection de Drummond-Arthabaska. Les "revertants" du bleuisme, réveillés par l'espérance de la victoire et l'espoir de la curée prochaine, cachaient à peine leur mécontentement. Les nouveaux comparses laissaient percer leur embarras sous la couche toute fraîche de fard "autonomiste" dont ils s'étaient badigeonnés la figure.

• • •

Comme pierre de touche, je laissai entendre, en terminant mon discours, que mon action personnelle, dans la campagne électorale, se réduirait probablement à des articles dans le journal.

On crut d'abord à une feinte pour tromper l'ennemi. Mais lorsque arriva la dissolution, je réitérai mon intention de rester au journal. Grand fut l'émoi dans le Landerneau conservateur.

Je vois et j'entends encore D.-G. L'Espérance arriver "tout ému" de Québec et me suppliant de me lancer dans la lutte afin d'assurer l'élection du plus grand nombre possible de candidats nationalistes, comme lui, et d'empêcher les impérialistes de dominer le parti conservateur.

M. Monk me demanda de revenir sur ma décision. Inutile de dire que sa démarche et ses arguments eurent plus de poids à mes yeux que les émotions de M. L'Espérance. Il me représenta l'importance de poursuivre jusqu'au bout la lutte entamée l'année précédente et couronnée d'un si brillant succès à Drummond-Arthabaska. Il voulait bien m'avouer que sans mon concours, il se sentait incapable de diriger la lutte dans la province. Il ajouta des motifs d'ordre tout intime. Si l'on se rappelle qu'à quelque temps de là, madame Monk expirait, après une longue et cruelle maladie, on comprendra facilement que je ne pus résister à l'appel du député de Jacques-Cartier. Il n'eût été d'autant plus difficile de le faire, que M. Monk ne me laissa aucun doute sur son inébranlable détermination de poursuivre la lutte sur le même terrain qu'en 1910.

• • •

A la suite de cette entrevue, je publiai dans le Devoir du 2 août 1911 une sorte d'article programme — "Le vrai terrain de la lutte" — dans lequel j'insistais sur la nécessité de tenir la question impérialiste au premier plan et de ne pas tomber dans le piège que le ministère avait tendu à ses adversaires en jetant la réciprocité en travers de la route. Cet article se terminait ainsi:

Dans ces conditions, la ligne de conduite à suivre est toute tracée: faire surgir des candidatures indépendantes. — nationalistes, libéraux ou conservateurs, réciprocistes ou anti-réciprocistes. — hommes d'honneur et de parole, qui se rallient autour de M. Monk, afin d'affaiblir au parlement, EN FACE DE N'IMPORTE QUEL GOUVERNEMENT, les principes d'impérialisme que le député de Jacques-Cartier a posés depuis un an — des hommes dont les idées soient saines et la détermination ferme lorsqu'il leur faudra résoudre les problèmes vitaux de la nation: autonomie complète, préservation de l'unité nationale, droits des minorités.

Tel fut le thème des nombreux discours que je prononçai dans toute la province, depuis Hall jusqu'à Sainte-Florentine. A la demande des conservateurs et des "autonomistes" de Québec, Armand Lavigne prit la direction de la lutte dans toute la région québécoise et la conduisit avec autant d'éclat que de fermeté. On sait les remarquables résultats qu'il obtint.